



Déclaration préalable de la FSU Ardennes au CSA-SD du lundi 8 juillet 2024

« Trier pour ruiner ou rassembler pour construire »

Ce CSA-SD des Ardennes se tient dans un contexte de rupture démocratique et de bascule grave du système éducatif, continuellement affaibli et appauvri par des politiques néolibérales mises en œuvre depuis plusieurs décennies. Les résultats de l'extrême droite aux élections européennes du dimanche 9 juin puis aux élections législatives des dimanches 30 juin et 7 juillet, suite à la décision présidentielle de dissoudre l'Assemblée nationale, ont résonné comme un coup de tonnerre.

Le Président Macron porte une lourde responsabilité dans la progression continue des partis d'extrême droite. Il a contribué à les légitimer en structurant le débat public autour de l'opposition Macron-Le Pen, en adoptant des idées et mesures soutenues par l'extrême droite, notamment lors de la loi immigration mais aussi dans la mise en œuvre de politiques éducatives néfastes, allant à l'encontre des intérêts des élèves et de la réussite de tous, méprisant bien sûr les avis des professionnels et acteurs de terrain... Par ses choix néolibéraux, liberticides et antisociaux, le pouvoir en place n'a cessé de détruire les services publics et préparer idéologiquement le terrain à l'arrivée au pouvoir d'une extrême droite hostile aux libertés, à l'égalité, aux migrants, aux travailleurs et aux mouvements contre les discriminations.

Après la séquence particulièrement chaotique et anxiogène que nous venons de vivre provoquée par l'arrogance et l'inconséquence d'un Président de la République dont la crédibilité à ce niveau de responsabilité est désormais très largement entamée, dans une France aujourd'hui malheureusement morcelée voire divisée en grande partie de son fait, espérons qu'un gouvernement dit de coalition trouvera les voies/voix de la raison pour redonner un peu d'optimisme, de sérénité et de cohésion à notre pays...

S'agissant de notre École, après sept ans où les personnels de l'Éducation nationale ont été maltraités, méprisés, parfois réprimés, celles et ceux qui ont voté (ou n'ont pas censuré) les mesures régressives qui ont déstructuré notre service public d'éducation et dénaturé le métier d'enseignant n'ont plus de majorité, même relative ... Quelle va être la feuille de route du nouveau gouvernement ? Fin de l'expérimentation des uniformes ? Fin des groupes de niveaux ? du « choc des savoirs » ? Stabilisation des programmes ? Fin du SNU ? Revalorisation du point d'indice ?

Refusant la banalisation d'un racisme quotidien et les conséquences désastreuses des politiques économiques et sociales menées ces dernières années, la FSU, à tous les échelons territoriaux, s'engage à construire l'unité au sein de la société civile organisée pour bâtir une alternative sociale, féministe et écologiste, à l'opposé des idées de l'extrême droite et des politiques néolibérales qui les alimentent depuis des années. Elle appellera tous les personnels de l'Éducation Nationale à entrer en résistance si une politique discriminatoire, anti-sociale, de souffrances sociales et créatrice d'inégalités est mise en œuvre.

Politiques désastreuses et conséquences

Parmi ces politiques désastreuses, les mesures du « Choc des savoirs » forment un ensemble cohérent institutionnalisant le tri social et aggravant les inégalités sociales et scolaires. Elles remettent en cause le projet de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire, qui vise à accueillir tous les élèves sans distinction, à être ambitieux pour chacun et à les faire réussir ensemble. La FSU appelle les personnels à ne pas mettre en place les groupes de niveau et rejette le dispositif « prépa-Secondaire », perçu comme une voie de relégation pour les

élèves recalés au DNB. La contestation du « Choc des savoirs » continue de s'exprimer parmi les personnels et les parents d'élèves, dans certains établissements, la préparation pour la mise en œuvre des groupes de « besoins » en 6^è et 5^è s'est même faite en dehors de toute « réflexion » de l'ensemble de l'équipe pédagogique, avec et par les seules équipes de français et de mathématiques, parfois en huis clos dans le bureau du chef d'établissement...

Ainsi, ce « choc des savoirs » entraîne de fortes disparités de mise en œuvre d'un établissement à l'autre. Dans la mesure où cette « réforme » -si elle est mise en œuvre...- va générer de réels changements dans les pratiques pédagogiques (contribuant encore plus à la perte de sens du métier) et induire de réels impacts sur les conditions de travail des enseignants (surcharge de travail, temps de concertation accrus, emplois du temps éclatés,...), conformément aux textes toujours en vigueur, nous interrogeons notre administration départementale sur les mesures de prévention qu'elle compte mettre en œuvre pour préserver ses personnels des conséquences extrêmement négatives de ce projet. En effet, cette réforme, si elle entre en application, entraînera :

- Une limitation drastique de la liberté pédagogique des enseignants
- Un lien contraignant entre les résultats des évaluations standardisées et une réponse pédagogique prédéterminée
- L'imposition de méthodes pédagogiques « explicites » conçues sans l'avis des acteurs de terrain
- Un morcellement des apprentissages, tournant l'enseignement vers la réussite aux tests et une perte de sens pour les élèves
- Une modification des pratiques d'évaluation, conduisant à une perte de maîtrise pour les enseignants
- Une augmentation de la charge de travail des professeurs, les détournant de leurs tâches de conception des activités de classe
- Une multiplication des intervenants auprès des élèves dans la même discipline

La FSU est très attachée au principe du « toutes et tous capables ». Elle défend et revendique une École inclusive de qualité à la hauteur des besoins constatés sur le terrain. Elle se battra sans relâche pour que chaque élève, quel qu'il soit, puisse trouver sa place au sein de l'École publique de la République, laïque et gratuite. L'École se doit d'être émancipatrice si l'on veut qu'à l'âge adulte nos élèves trouvent leur place dans notre société. Quel intérêt y aurait-il à mettre en place des groupes de besoins en 6^{ème} quand l'institution aurait fait fi de tous ces besoins identifiés pourtant dès l'école primaire ? La FSU s'oppose au choc des savoirs et au tri des élèves dès l'école primaire.

Pour l'ensemble de ces raisons, pour la FSU, le « choc des savoirs » ne doit pas s'appliquer à la rentrée !

Enseignement professionnel et réforme Grandjean

Dans l'enseignement professionnel, la rentrée 2024 s'annonce tendue avec l'application de la réforme Grandjean et les difficultés de recrutement. L'organisation du parcours différencié en terminale BAC PRO, et le bouleversement du calendrier des épreuves d'examen dont certaines sont avancées début mai, mettra en péril l'organisation des LP et la gestion de la fin d'année scolaire. La réussite des élèves sera menacée par ce calendrier surchargé et inapproprié. Aucun réaménagement des programmes n'a été prévu (histoire - géographie par exemple) pour permettre aux enseignants de préparer au mieux les élèves en un temps bien réduit. Les mises en place d'une épreuve de Projet, à l'instar du Grand oral, ou encore de PSE en juin restent totalement floues pour les équipes. L'application de la réforme du baccalauréat général à la voie professionnelle va fragiliser tout le travail réalisé avec les élèves lors de leur fin de parcours. Les enseignants craignent enfin une hétérogénéité trop grande du public sur la période de juin, pour préparer vraiment de futurs étudiants en BTS.

La FSU exige toujours le retrait de cette réforme applicable dès la rentrée et appelle à des discussions sur le terrain pour une réforme favorable à la réussite de tous les élèves de LP.

Investissement dans l'école publique

La FSU déplore le manque d'investissement gouvernemental pour un service public d'éducation performant, en contraste avec le financement de l'école privée. Les perspectives de ségrégation scolaire et sociale sont renforcées par des politiques éducatives néolibérales, rendant le service public pour les pauvres un pauvre service public.

Dans le premier degré, la FSU constate une perte d'attractivité du métier et un recours accru aux contractuels. L'ouverture de la liste complémentaire dès juin pour préparer la rentrée 2024 ne suffira pas à renforcer une école appauvrie en enseignants, remplaçants, enseignants spécialisés, psychologues scolaires et AESH.

Conditions de travail, santé des personnels et soutien aux élèves

Nous regrettons également le nombre d'affectations hors vœux, mettant en difficulté des collègues mutés loin de leur domicile. En ce qui concerne la carte scolaire, les suppressions de postes continuent, dégradant l'accueil des élèves et les conditions d'exercice de notre métier. La FSU dénonce les refus de temps partiels comme variable d'ajustement et demande que tous les temps partiels soient autorisés pour préserver la santé et le bien-être des personnels. Certes, il y a des difficultés de recrutement mais ce n'est pas en malmenant et en décourageant les enseignants déjà engagés et investis que nous sauverons l'École !

La souffrance au travail des personnels du premier degré est souvent liée aux difficultés rencontrées dans la gestion des élèves à besoins éducatifs particuliers. La FSU revendique la création de postes de psychologues scolaires, d'infirmières scolaires, d'AESH (accompagnement de tous les élèves notifiés) et d'enseignants spécialisés, ainsi que la mise en place de RASED complets sur tout le territoire. Nous rappelons notre demande de création de postes de maîtres E et G en RASED et la formation d'enseignants spécialisés pour que tous les postes de l'École inclusive soient occupés par des personnels formés. A plusieurs occasions, il nous a été indiqué que la question de l'École inclusive était l'un des dossiers prioritaires de la DSDEN qui portait une attention toute particulière à ce sujet éminemment important...

Cependant, les remontées du registre santé et sécurité au travail, partie visible de l'iceberg, interrogent autant qu'elles inquiètent, par le nombre croissant pour ne pas dire exponentiel de signalements ainsi que par la nature et la gravité des faits rapportés. La gestion des élèves dits « hautement perturbateurs » impacte de plus en plus fortement les équipes pédagogiques, sujet d'autant plus crucial qu'il a une forte incidence sur la santé de nos collègues et qu'il révèle aussi une faillite de notre École, des politiques éducatives menées ces dernières années qui ont décrété l'École inclusive sans lui donner les moyens de sa mise en œuvre... Et aujourd'hui l'Administration stigmatise les enseignants qui osent relater leurs difficultés, certains -puisque la responsabilité de cet état de fait est forcément celle de mauvais pédagogues- se voyant proposer des « visites d'accompagnement », d'autres l'installation d'une « résidence pédagogique »... A cet égard, la FSU Ardennes a été particulièrement surprise et amère de lire le refus de recevoir l'intersyndicale départementale de l'Éducation en audience sur ce sujet.

AESH et Acte 2 de l'école inclusive

La FSU persiste dans sa demande de création d'un corps de fonctionnaires de catégorie B pour les AESH, ainsi que son opposition aux PIAL. Elle plaide pour une redéfinition du temps de travail des AESH, incluant l'accès à des emplois à temps complet et intégrant des temps de concertation, de formation et de préparation.

Moyens pour une école ambitieuse

Nous demandons des moyens pour une école ambitieuse : postes de RASED suffisants, renforcement des brigades de remplacement, réduction des effectifs à 22 élèves maximum par classe, une formation continue choisie, sur temps de classe remplacé ainsi que l'envoi conséquent d'enseignants en formation CAPPEI pour une réelle École inclusive.

La FSU rappelle aussi que le rôle des directeurs et directrices n'est pas de « vendre » aux parents d'élèves la politique du ministère en distribuant le flyer « Pour bien préparer sa rentrée en 6ème ».

Personnels administratifs et logiciel Op@le

Les personnels administratifs, essentiels à la gestion des professeurs et des établissements scolaires, souffrent d'un logiciel Op@le inabouti. Les missions au service des élèves, des familles et des autres personnels sont lourdement dégradées. Le ministère et les services académiques doivent prendre en compte les demandes de simplification et renoncer à l'exigence d'utilisation du logiciel dans son état actuel.

Personnels infirmiers et décentralisation

La FSU dénonce la focalisation actuelle du gouvernement sur « la médecine scolaire » qui, complémentaire à l'action des autres professionnels, n'est qu'un pan de la Politique Éducative sociale et de santé en faveur de la réussite scolaire. Nous réaffirmons l'importance des missions des personnels infirmiers et leurs expertises, dont la consultation infirmière autonome et à la demande des élèves qui pâtira d'une organisation départementale. Nous refusons de voir leur place et leur rôle professionnel restreint au champ médical et refusons toute subordination médicale superfétatoire. Nous nous opposons à la décentralisation du service de santé scolaire et défendons les missions des infirmiers, des psychologues et des assistants de service social.

Concernant le logiciel LIEN, nous continuons de réclamer son évolution par l'intégration des diagnostics infirmiers validés par l'ensemble de la profession car il n'est à l'heure actuelle par le logiciel métier attendu.

Conclusion

La crise démocratique née du désespoir social des politiques néolibérales, la remise en cause des libertés publiques et la destruction de l'école publique laïque et républicaine confrontent les citoyens et les personnels à la réalité du conflit des idées et des choix politiques. Résister, proposer et lutter restent les antidotes puissants à cette crise. Avec sa volonté de rassembler tous les personnels dans la défense des garanties et la conquête de droits nouveaux, avec le courage de s'opposer aux dérives autoritaires du gouvernement, avec la lucidité de rechercher partout et toujours l'unité d'action la plus large possible, entre « *Trier pour détruire ou rassembler pour construire* », la FSU a clairement fait son choix pour la seconde perspective et va continuer de le faire savoir dans le contexte particulier dans lequel se trouvent notre République et notre démocratie.